

# RÉVOLTES

17 mars 2006  
Suppl au n° 9 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

**IMPOSER LE RETRAIT PUR ET SIMPLE DU CPE - et non sa « suspension » - IMPLIQUE DE RÉALISER LE FRONT UNIQUE CONTRE LE GOUVERNEMENT :**

**DEHORS CHIRAC-VILLEPIN-SARKOZY et la « majorité » UMP-UDF !  
IMMÉDIATEMENT !**

**«Grève Générale ! À bas le CPE ! À bas le gouvernement ! »**

Le 7 mars, bien que la loi imposant le CPE avait déjà été votée, des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens ont manifesté pour exiger : Retrait du CPE ! Des centaines de milliers de travailleurs s'étaient joints à ces manifestants malgré l'absence d'appel clair à la grève de la part des responsables syndicaux, en particulier de ceux de la FSU, principal syndicat enseignant. Le 16 mars, les jeunes ont manifesté en nombre (500 000) ; dans les universités, la grève est massive. L'exigence de la jeunesse s'affirme dans les mots d'ordre scandés à la tête des cortèges : « *Chirac, Villepin, Sarkozy votre période d'essai est finie* » ; « *Chirac, Villepin, Sarkozy, tous des racailles : qu'ils s'en aillent* » ; « *Grève générale ! À bas le CPE ! À bas le gouvernement !* ». Ces mots d'ordre traduisent l'aspiration de la jeunesse à en finir avec Chirac et son gouvernement.

**Au-delà du CPE, c'est l'ensemble de la politique du gouvernement qui est mise en cause.**

Derrière la question du CPE, c'est toute la politique du gouvernement qui est rejetée. Ce qui en témoigne, c'est qu'à l'exigence centrale du retrait du CPE, de nombreuses assemblées ajoutent d'autres revendications : rétablissement des postes supprimés aux concours, droits des intermittents, revendications des jeunes-chercheurs, suppression du LMD, du CNE, etc.

Toutes ces revendications sont légitimes, et en même temps c'est le CPE qui cristallise la mobilisation. Il y a un aspect commun à toutes ces revendications, à commencer par l'exigence du retrait du CPE : ces revendications mettent en cause la politique du gouvernement.

Ce dont ont besoin les travailleurs et la jeunesse, c'est d'une perspective commune : retrait du CPE ! Dehors Chirac, Villepin et Sarkozy, tout de suite ! La responsabilité des dirigeants de l'UNEF, de la FSU, de la CGT et de FO (mais aussi du PS et du PCF), c'est d'organiser la mobilisation sur cet axe : **manifestation centrale contre l'Assemblée nationale, grève générale, comité central de grève**. Mais, dira-t-on, tous ces dirigeants s'y refusent : ils refusent de mettre en cause le gouvernement, ils veulent que Chirac reste jusqu'en 2007 car ils redoutent la mobilisation des masses. Alors, il faudra le leur imposer, car le combat pour le retrait du CPE est inséparable du combat contre le gouvernement : la mobilisation ne peut gagner sur le CPE qu'en se fixant la perspective de chasser Chirac-Villepin-Sarkozy et leur soi-disant majorité UMP-UDF.

**Une seule solution : Front unique de tous les partis et syndicats ouvriers et de jeunes pour chasser Chirac-Villepin-Sarkozy !**

Parce que la question du gouvernement se pose, on voit se multiplier des « contre-feux » pour protéger Chirac jusqu'en 2007 : ainsi des dirigeants ont demandé à Chirac qu'il « *ne promulgue pas* » la loi instaurant le CPE ; mais Chirac a réaffirmé aussitôt son soutien à Villepin. D'autres exigent le départ du seul Villepin ; mais en 2005 Chirac a déjà changé de premier ministre pour faire la même politique. Et c'est le gouvernement de Chirac qui envoie les CRS contre les étudiants à la Sorbonne tout en laissant des groupes fascistes s'attaquer aux étudiants, ceci après avoir, à l'automne dernier, imposé l'état d'urgence dans les banlieues. D'autres, comme J. Lang demande à Chirac de dissoudre l'Assemblée Nationale parce que, dit-il, cette majorité est « *quasiment morte* ». Ceci revient à vouloir garder Chirac. C'est inacceptable.

De même sont inacceptables les manœuvres de ceux qui veulent sauver le CPE et le gouvernement en proposant à Villepin de « suspendre » le CPE : **nous exigeons le retrait pur et simple du CPE et non une « suspension » : aucune négociation pour sauver le CPE et le gouvernement !**

La responsabilité du PS et du PCF est d'exiger immédiatement le départ de Chirac, de Villepin, Sarkozy et de leur majorité UMP-UDF, et de se déclarer prêts à former un gouvernement de leurs seuls partis, sans Chirac.

Combattre le capitalisme, c'est aujourd'hui combattre pour chasser Chirac, et pour que le front unique se réalise sur cet objectif. C'est sur cette orientation que les jeunes regroupés autour de Révoltes combattent et invitent d'autres jeunes à s'organiser avec eux.

## Des points décisifs ... pour ne pas se faire piéger.

### **Retrait pur et simple du CPE ! Il n'y a rien à négocier !**

C'est ce qu'exigent les étudiants et toute la jeunesse. Ceci est juste et fondamental. Les dirigeants de tous les syndicats (ainsi que le PS et le PCF) ont été obligés, jusqu'à ce jour, de rejeter les offres de négociations faites par Villepin et d'exiger le retrait du CPE.

Mais alors, pourquoi certains demandent-ils la « suspension » du CPE ? (C'est ce que font aussi les présidents d'universités). « Suspension » et « retrait », ce n'est pas pareil. Ceux qui disent « suspension » cherchent à tromper la jeunesse : ils voudraient quand même négocier sans que le CPE soit vraiment retiré. Ils veulent sauver le gouvernement.

Ce n'est pas acceptable : **Ni « suspension », ni « négociation » ! Retrait pur et simple du CPE !**

### **Manifestation centrale ! Grève générale !**

L'exigence d'une manifestation centrale a été adoptée en maints endroits. Ceci est juste. Mais une manifestation centrale sur quels mots d'ordre ? Si on veut qu'une telle manifestation permette de gagner, il faut lui fixer un objectif qui rassemble l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse : manifestation pour imposer le retrait du CPE et pour en finir avec cette politique, avec ce gouvernement et la majorité UMP-UDF sans attendre 2007 ! C'est sur cette perspective que peut être imposé aux dirigeants syndicaux qu'ils appellent dans l'unité à la grève générale interprofessionnelle (et non à la généralisation de la grève ou à sa « reconduction ») ainsi qu'à la manifestation centrale.

### **On ne peut gagner sur le CPE, sans affronter le gouvernement, le vaincre et le chasser !**

De nombreux tracts (syndicaux et d'organisations diverses) exigent le retrait du CPE...sans dire un mot du gouvernement. Mais qui peut croire que l'on peut gagner sur le CPE sans combattre contre le gouvernement ? L'expérience de la mobilisation de mai-juin 2003 et janvier-mars 2005 l'a prouvé : ce gouvernement maintient sa politique tant qu'il est en place. (vouloir faire « reculer » le gouvernement, ou le « faire capituler » -comme le proposent certains-, c'est aussi laisser Chirac en place). Il faut donc le battre et le chasser pour imposer le retrait du CPE. Les deux sont indissociables.

### **Dehors Chirac, Villepin et Sarkozy ! Tout de suite !**

(Et non pas « Dehors Villepin » tout seul)

Des mots d'ordre contre le gouvernement sont entendus dans les manifestations. Au Parti socialiste même, alors que Hollande considère que Chirac devrait rester jusqu'en 2007, d'autres militants exigent le départ immédiat du gouvernement, ou le départ de Villepin.

Il faut être précis : en juin 2005, on a vu ce qui se passe quand Chirac reste en place et change de premier ministre : on a perdu Raffarin et on a obtenu ... Villepin, le CNE et le CPE. On ne va pas recommencer ! C'est Chirac qui doit être chassé, et avec lui tout son gouvernement (Villepin, Sarkozy et compagnie) !

De même ne faut-il pas demander à Chirac de « dissoudre » l'Assemblée nationale car, comme en 1997, il resterait en place : la pseudo-majorité UMP-UDF à l'Assemblée est minoritaire dans le pays : elle doit être chassée, avec Chirac, par la mobilisation.

### **Il existe une alternative gouvernementale tout de suite !**

Certains disent qu'on ne peut chasser Chirac aujourd'hui parce qu'il n'y aurait pas d'alternative gouvernementale. C'est faux. Aux élections régionales, cantonales et européennes, le vote pour les candidats du PS et du PCF (ou pour les listes dirigées par eux) a été clairement majoritaire : que les dirigeants du PS et du PCF commencent par déclarer qu'ils sont prêts à constituer immédiatement un gouvernement de leurs seuls partis, sans partis bourgeois et sans Chirac. Par la mobilisation, la jeunesse et les travailleurs sauront bien alors leur dicter leur volonté.